



N°108

Culture

La culture romande
sous tous les angles

Enjeu

Après l'orage

Agenda

Derrière chaque création audiovisuelle il y a des femmes et des hommes. Nous protégeons leurs droits d'auteur.

Nous représentons vos droits
en Suisse et à l'étranger.



Femme

ssa société
suisse des
auteurs

Gestion de droits d'auteur
pour la scène et l'audiovisuel

Lausanne | 021 313 44 55
info@ssa.ch
www.ssa.ch

suissimage

Coopérative suisse pour les droits
d'auteurs d'œuvres audiovisuelles

Berne | 031 313 36 36
Lausanne | 021 323 59 44
mail@suissimage.ch
www.suissimage.ch

ÉDITO

Deux ans plus tard

Patricia Michaud, rédactrice en chef de CultureEnJeu
Katia Meylan, rédactrice en chef de L'Agenda

Sommaire

Les brèves de la culture
> p. 3

Dossier Covid-19

La playlist
> p. 4

« Un effet d'accélérateur
pour le statut des
artistes »
> p. 5

La claque
> p. 7

Une pandémie,
onze facettes
> p. 12

Entre solidarité
et concurrence
> p. 16

Nouvelle norme
numérique
> p. 17

Les « arts de la scène »
évidés de la fiction
> p. 18

Génération Prométhée
> p. 20

Pépites pandémiques
> p. 22

La main, le marché
et le Covid
> p. 25

www.cultureenjeu.ch

Près d'un tiers des recettes en moins. Disparues, parties en fumée. Grignotées par un virus qu'on associe désormais autant à un nombre (19) qu'à un nom (Covid). Selon des données concernant l'Union européenne (mais qui s'appliquent probablement aussi à la Suisse), les chiffres d'affaires de l'économie culturelle ont dégringolé de plus de 30% durant la pandémie. Dans certains sous-secteurs, la chute est beaucoup plus vertigineuse. Au-delà des chiffres (et des sous), la crise sanitaire a mis le doigt sur les forces et les faiblesses des milieux culturels, ainsi que des structures de soutien à leur disposition. Elle a mis en lumière le niveau d'attachement – mais aussi les infidélités – des consommateurs·rice·s de culture. Elle a révélé des tendances – positives et négatives – sur lesquelles il n'est plus possible de fermer les yeux.

Deux ans après la levée des mesures de restriction sanitaires en Suisse, CultureEnJeu fait le point sur les conséquences du Covid-19 pour les artistes et institutions du pays. La revue que vous tenez entre les mains est la première de deux éditions spéciales, respectivement consacrées à un état des lieux post-crise et à une réflexion sur ce qui a et n'a pas fonctionné dans le secteur culturel. Dans un troisième temps, il s'agira

bien sûr de se demander comment la culture romande peut au mieux tirer les enseignements d'une pandémie qui a pris pour de nombreuses personnes la forme d'une claque d'une violence inouïe. Quelle que soit la forme que prendra ce brainstorming, nous espérons que les principaux·ales intéressé·e·s se joindront à nous pour faire bénéficier toute la communauté culturelle de leur expérience et de leurs idées. Car jamais l'intelligence collective et créative n'a été aussi nécessaire qu'aujourd'hui.

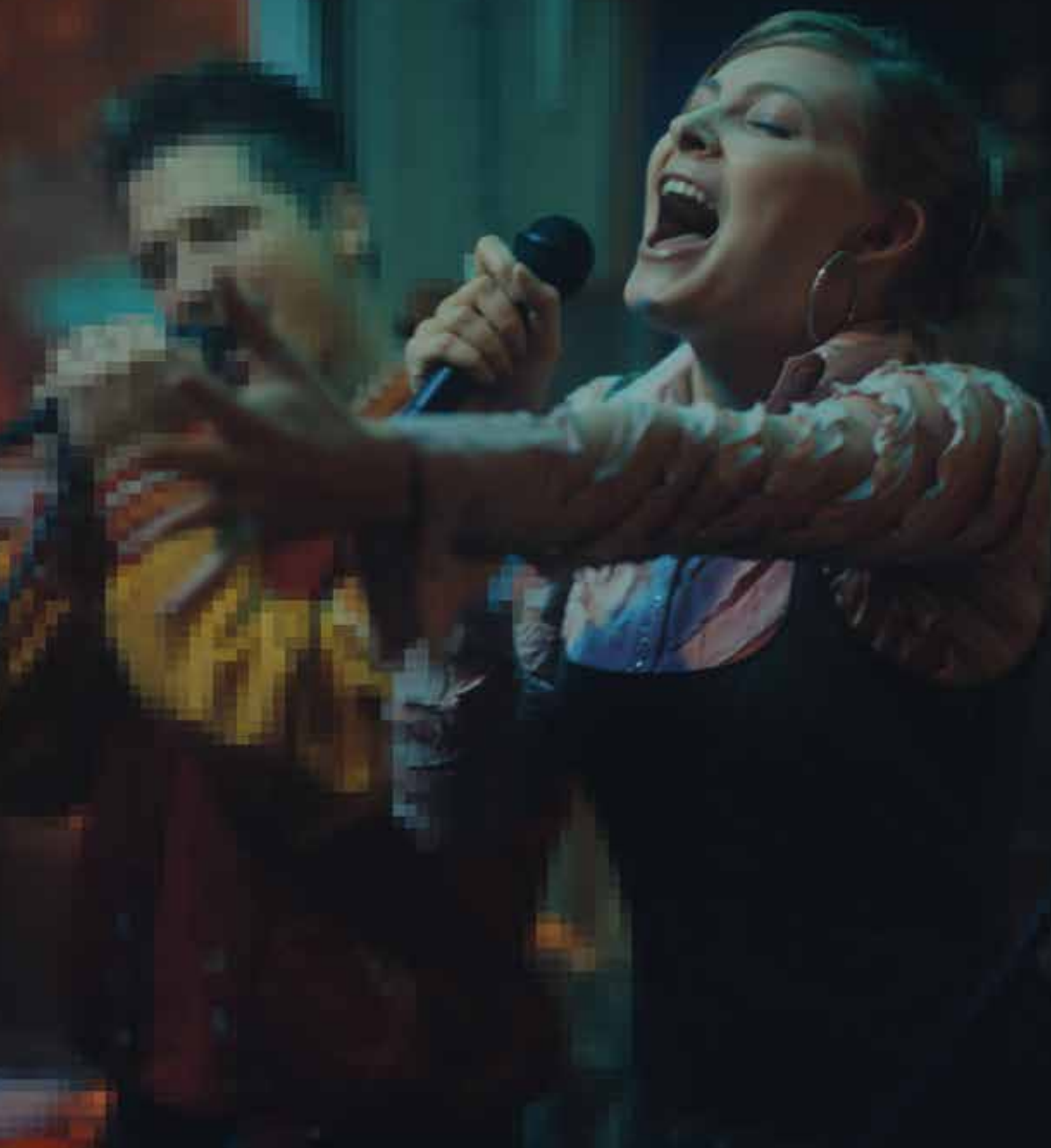
Du côté de L'Agenda, écho de ce qui se trame sur scène, Show must go on! Tout comme les saisons de spectacle ont repris une vitesse de croisière, les projets théâtraux, musicaux, plastiques, chorégraphiques, circassiens et cinématographiques continuent d'être bâtis par les artistes, stables ou chancelants, depuis quatre ans désormais. Si vous, spectateurs et spectatrices, avez votre part de responsabilité dans le cycle de la culture – celle de ne pas délaisser les formes d'art sociales et vivantes afin que celles-ci subsistent – L'Agenda endosse fièrement celle qui est la sienne, soit diffuser et informer, pour vous encourager à découvrir une matière artistique inspirante.

Bonne lecture tête-bêche! ♦

Mindblow

© 2024 Shining Film / SRF

Notre patrimoine du cinéma suisse s'agrandit.
À découvrir sur playsuisse.ch dès le 21.04.2024



Pour une Suisse qui se rencontre,
qui crée et qui se rassemble.

SRG SSR

Uni-e-s contre le harcèlement

Les milieux culturels ne sont malheureusement pas épargnés par le harcèlement et le mobbing. Pour lutter contre ces fléaux qui ont un impact non négligeable sur la santé des personnes concernées, l'association Safe Spaces Culture propose des solutions d'accompagnement et des moyens d'action. Issue d'un projet pilote lancé en 2021 par le Syndicat Suisse Romand du Spectacle, cette offre est désormais soutenue par de nombreuses collectivités publiques romandes, apprend-on dans un communiqué. Safe Spaces Culture a notamment mis en place un dispositif mutualisé de personnes de confiance en entreprise, une mesure jugée adéquate par le Secrétariat d'Etat à l'économie. Quant à la Cellule Ressource, elle propose des conseils personnalisés par téléphone aux personnes qui se retrouveraient en difficulté.

www.safespacesculture.ch

Beaux livres récompensés

Comme chaque année, l'Office fédéral de la culture (OFC) a désigné – sur recommandation d'un jury d'expert-e-s international – les lauréat-e-s du concours « Les plus beaux livres suisses ». Ces prix sont attribués à des réalisations particulièrement abouties dans la production et l'art du livre et s'évertuent à mettre en lumière des ouvrages qui expriment les tendances contemporaines, souligne un communiqué. Parmi les 412 livres participant à la compétition, quelque 18 ont été récompensés. En marge du concours, l'OFC a par ailleurs remis son traditionnel prix Jan Tschichold, qui distingue une personnalité, un groupe ou une institution pour des réalisations remarquables. C'est la maison d'édition indépendante Jungle Books, basée à Saint-Gall, qui l'a emporté.

MIGROS-POUR-CENT-CULTUREL-CLASSICS

présente

WIENER SYMPHONIKER

VICTORIA HALL GENÈVE

LU 27*05*2024

À 19 H 30

PETR POPELKA * direction

JULIA HAGEN * violoncelle

ANTONÍN DVOŘÁK

Concerto pour violoncelle en si mineur, op. 104

RICHARD STRAUSS

«Till l'Espiègle». Poème symphonique, op. 28

«Don Juan». Poème symphonique, op. 20

INFORMATIONS
migros-kulturprozent-classics.ch/fr

SERVICE CULTUREL MIGROS GENÈVE
058 568 29 00 - scmbilletterie@migrosgeneve.ch

BILLETS EN VENTE
sur migraslabilletterie.ch et à nos 3 points de vente:
Change Migros MParc La Praille, Change Migros Rive,
Stand Info Boalexert



migros
pour-cent culturel **classics**

SAISON 2024*25

ABONNEMENTS EN VENTE du lundi 13 mai au mercredi 21 août 2024

BILLETS EN VENTE dès le lundi 26 août 2024

La playlist

Hiver 2020. La rentrée culturelle helvétique s'annonce plutôt bien. Edward Hopper se décline sur les murs de la Fondation Beyeler, Joël Dicker annonce « L'énigme de la chambre 622 » pour le Salon du livre et « Platzspitz Baby » de Pierre Monnard se pose en sérieux challenger pour le record d'entrées d'un film suisse en salle. Côté musical, les festivals commencent à dévoiler leurs cartes pour l'été à venir et la scène suisse frétilante n'est pas en reste.

Celui qu'on appelle encore Coronavirus semble loin, bien loin. On regarde avec fascination à la télévision des engins de chantier bâtir un hôpital en quelques jours en Chine. On ne peut empêcher un sourire crispé lorsqu'un premier foyer apparaît dans la station voisine de Contamine (ça ne s'invente pas). On commence à déchanter quand l'Italie du Nord se confine. La suite est connue, comme ce nouveau mot : Covid.

La culture est à l'arrêt et à défaut de concerts, on peut streamer une playlist de saison, entre valeurs sûres et jeunes pousses, albums récents et nouveaux disques annoncés. Celui de The Company Of Men s'accompagne d'une invitation à accueillir le groupe dans son salon pour des concerts (fatalement repoussés). Une démarche originale en cette fin d'hiver, qui deviendra une nouvelle norme à la saison suivante.

Par **Christophe Schenk**, journaliste à la RTS

1. **The Company Of Men – Love The Ones Who Love You**
2. **Emilie Zoé & Christian Garcia-Gaucher – People**
3. **Mario Batkovic – Allé sauvage**
4. **Organ Mug – A Somewhere Place**
5. **Melissa Kassab – Tougher Than The Rest**
6. **Putts Marie – A Boy Called Monkey**
7. **L'éclair & The Mauskovic Dance Band – Homo Sapiens**
8. **The Young Gods – Entre en matière**
9. **November – Midnight Rain**
10. **Camilla Sparksss – Sorry**
11. **Delphine Dora – Horizon inconnu**

ÉCOUTEZ LA PLAYLIST ICI:



Les musées de Genève ont le sourire

C'est presque aussi bien qu'en 2019, année record. En 2023, la fréquentation des musées de Genève a atteint 1'750'000 visites (contre 1'754'000 quatre ans plus tôt), selon un communiqué. Ce résultat est considéré comme d'autant plus réjouissant que durant la période sous revue, la Fondation Martin Bodmer était fermée durant quelques mois en raison de travaux de rénovation. Quant au Musée international de la Réforme, il n'a rouvert ses portes qu'à la fin avril 2023. Les chiffres agrégés portent sur 14 institutions muséales publiques et privées fédérées au sein de la Conférence des musées genevois. Elle comprend notamment le Musée d'ethnographie, le Musée de Carouge, le Fonds municipal d'art contemporain de la Ville, le Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le Musée Ariana, le Muséum d'histoire naturelle, la Fondation Baur, le MAMCO, la Bibliothèque et le Musée d'art et d'histoire.

Téléchargez gratuitement les éditions précédentes de CultureEnJeu : cultureenjeu.ch

La culture rabetée de 14 millions de francs

Lors de sa séance du 1^{er} mars dernier, le Conseil fédéral a adopté le Message concernant l'encouragement de la culture pour la période 2025 à 2028 et l'a transmis au Parlement. Des moyens financiers à hauteur de 987 millions de francs sont prévus pour sa mise en œuvre, soit 14 millions de moins que ce qui était prévu dans le projet initial, soumis en juin 2023 en consultation. Cette baisse s'explique par les décisions prises en février par l'exécutif national en matière d'assainissement budgétaire, explique un communiqué. La consultation était ouverte aux cantons, à 11 partis politiques, à des associations de communes, à des faitières économiques, ainsi qu'à plus de 200 associations actives dans la culture et l'éducation. Dans l'ensemble, le texte a été bien reçu. Parmi les points de désaccord, on peut citer le refus – par les cantons et les villes – de toute prétention de la Confédération à piloter le domaine de la culture. Ou encore l'opposition résolue – par certaines organisations culturelles, ainsi que par les sociétés de gestion – à la solution proposée dans l'avant-projet de révision de la loi sur la Bibliothèque nationale. Par ailleurs, la grande majorité des participant·e·s demande une augmentation significative des ressources financières affectées à la culture.

« Un effet d'accélérateur pour le statut des artistes »

Cheffe du Service de la culture de la ville de Nyon, Myriam Kridi était directrice du Festival de la Cité, à Lausanne, durant la crise Covid-19. Cette fine connaisseuse du paysage artistique romand livre son regard et ses impressions sur les conséquences de la pandémie.

Sophie Roulin, journaliste



Les effets de la pandémie et des restrictions liées ont-ils été les mêmes pour tous les secteurs artistiques ?

Toutes les institutions et les manifestations en ont subi les impacts, mais ces impacts ont été très différents en fonction du type de structure dont on parle. Les conséquences n'ont pas du tout été les mêmes pour les festivals et l'événementiel que pour les salles. Au Festival de la Cité, à la reprise en 2021, les jours où il a fait beau, nous avons retrouvé une fréquentation normale. L'année suivante, nous étions bien au-delà de la fréquentation de toutes les années précédentes. Les autres festivals en plein air font le même constat. Alors que les théâtres et les salles de concert ont souffert plus longtemps.

Une explication à cela ?

Le public, qui avait été privé d'interactions pendant le semi-confinement, était content de retrouver la culture et le lien avec les autres dans une ambiance conviviale. Le côté insouciant de l'événementiel a rassemblé les publics. Les festivals en plein air ont connu une sorte d'effet rebond que n'ont pas vécu les salles.

Au-delà de la fréquentation et du public, avez-vous constaté d'autres effets induits par cette crise ?

Il y a eu un effet d'accélération sur la reconnaissance du statut des artistes et sur leur rémunération. Cela a donné lieu à beaucoup de discussions pendant la crise Covid. Le sujet n'était pas nouveau, puisque des revendications existaient depuis longtemps déjà, mais là les politiques se sont senti·e·s davantage responsables. La crise a mis en lumière la situation de précarité des artistes, dont la rémunération dépendait énormément de la diffusion. Or, quand tout était fermé, certain·e·s n'avaient pas de statut qui leur permette de prétendre à des RHT (*ndlr* : réduction de l'horaire de travail) ou

à d'autres compensations mises en place quand seules la diffusion de leur travail ou la vente de leurs œuvres étaient rétribuées.

Est-ce que cette prise de conscience se concrétise aujourd'hui ?

Je constate dans les commissions d'expert·e·s dont je fais partie, et qui attribuent des subventions, que les budgets soumis ont clairement augmenté. Les revendications salariales sont plus élevées, notamment pour prendre mieux en compte les temps de travail et lutter contre la précarité des engagements à durée déterminée. Mais, de l'autre côté, il n'y a pas eu une large augmentation des subventions. La question est désormais : comment répondre à ces hausses sans disposer de davantage d'argent ?

Tous les domaines artistiques sont-ils logés à la même enseigne ?

Les fonctionnements étaient assez différents entre le spectacle vivant, la musique et les arts visuels. Tous n'étaient pas aussi dépendants de la diffusion et les impacts n'ont pas été similaires. Le travail s'est accéléré pour que la musique ait un fonctionnement de soutien plus similaire à celui du théâtre. On voit apparaître des conventions annuelles ou pluriannuelles. Avec l'idée d'avoir un soutien à la recherche, au travail et pas seulement aux représentations ou aux concerts. Cela se met également en place dans les arts visuels. On sent une volonté d'harmonisation.

Les métiers de la technique, indispensables à la production artistique, ont également beaucoup souffert durant la crise. Les conséquences sont-elles différentes pour eux ?

Jusqu'au début de la crise, il me semble que les spécialistes de la technique vivaient dans une certaine insouciance. Leur métier leur assurait de retrouver de l'emploi quasi tout le temps et

partout. Mais les coups d'arrêt imposés par la pandémie les ont placé·e·s face à la précarité de leur statut. Certain·e·s ont changé de voie, parce que leurs compétences professionnelles leur permettaient de trouver des emplois ailleurs que dans la culture. Chez celles et ceux qui sont resté·e·s, on retrouve les mêmes revendications que chez les artistes, à savoir des salaires plus élevés pour compenser la précarité des engagements de courte durée.

Comment les salles gèrent-elles ces changements ?

Elles subissent une forte pression pour faire moins mais mieux. Mais c'est une pression externe qui ne tient pas compte de tous les aspects qui font vivre une salle. Si l'on opte pour une programmation plus éparse, on prend le risque de perdre le lien avec le public, de ne plus être suivi par les médias... Le lieu a l'air vide et perd de son identité. Il existe plein d'effets connexes qu'il faut prendre en considération dans la recherche d'un nouvel équilibre.

Quid des fonds mis à disposition pour des projets de transformation à la sortie de la crise ?

L'idée de ces fonds était de soutenir les milieux culturels pour trouver de nouveaux modèles d'affaires. Cela suivait une logique appliquée à d'autres domaines économiques et que l'on a transposée à la culture. L'argent mis à disposition a permis de lancer une multitude de projets, mais je ne suis pas sûre que les milieux culturels aient réussi à transformer leur manière de fonctionner. Je n'ai pas vu émerger des modèles radicalement différents. Peut-on trouver de l'argent ailleurs que dans le subventionnement pour faire face à la hausse des salaires, à l'augmentation de l'offre culturelle et à celle du nombre d'artistes ? Les enjeux sont complexes, tant pour les acteur·rice·s de la culture que pour les institutions qui la subventionnent... ◊

LA CLAQUE

Dégringolade des chiffres d'affaires, licenciements, augmentation de l'insécurité, repli des publics : la culture fait partie des secteurs les plus violemment impactés par la pandémie de Covid-19. Deux ans après la levée des mesures de restriction en Suisse, CultureEnJeu dresse un état des lieux – aussi nuancé que possible – des conséquences de la crise sur les artistes et les institutions.

Patricia Michaud, journaliste

Il va falloir s'armer de patience. La grande enquête sur les pratiques culturelles en Suisse – la première qui permettra de prendre réellement l'ampleur des effets de la pandémie sur les milieux artistiques et leurs publics, puisqu'elle portera sur la période 2019-2024 – ne sera publiée que l'année prochaine par l'Office fédéral de la statistique (OFS). D'ici là, on continuera à bricoler, à mettre bout à bout les résultats de sondages, de micro-enquêtes et de prises de température effectués par divers organismes, publics ou privés, issus ou non des milieux culturels. Car une chose est sûre : face à la tempête qui s'est abattue sur la culture suisse durant la crise Covid-19, exacerbant des problèmes déjà existants et en créant de nouveaux, il n'est pas possible d'attendre. Il faut agir. Or, comme le disent aussi bien les psychologues que les économistes, on ne peut pas changer ce qu'on ne connaît pas.

Alors, plus de deux ans après la levée des mesures anti-Covid, que connaît-on des impacts sur la culture helvétique pendant et après la crise sanitaire ? Un rapport publié fin 2022 par la Fondation Lombard Odier, en collaboration avec le Centre for Philanthropy Studies, lève un coin du voile. Son premier constat est aussi simple qu'implacable : en Suisse comme dans la plupart des pays, la culture fait partie des secteurs les plus durement touchés par la pandémie. Un chiffre (qui concerne l'Union européenne mais s'applique probablement aussi à la Suisse) fait particulièrement mal

aux yeux : dans certains sous-secteurs comme celui des arts du spectacle, les chiffres d'affaires ont parfois dégringolé de 90%. Globalement, les recettes du secteur culturel auraient baissé de 31.% entre 2019 et 2021 dans l'UE, soit davantage que celles du tourisme.

Dans certains sous-secteurs comme celui des arts du spectacle, les chiffres d'affaires ont parfois dégringolé de 90%.

Le même rapport met en lumière des baisses certes plus modestes mais non moins inquiétantes : au cours de l'année 2020, le secteur culturel helvétique a perdu près de 5% de ses travailleur·euse·s. Quant aux travailleur·euse·s culturel·le·s déclarant avoir un emploi très sûr avant et pendant la pandémie, il s'est tassé de 13,2 points de pourcentage dans notre pays, passant à 43,9%. Interrogées sur l'impact de la baisse de leur chiffre d'affaires, près de 60% des 398 entreprises culturelles suisses sous revue ont déclaré avoir mis leurs employé·e·s au chômage partiel, alors que 56% ont dû demander une aide étatique pour compenser les activités annulées. Quelque 13% d'entre elles ont carrément été contraintes de licencier du personnel ou de ne pas renouveler des contrats.

La faute au pantouflage

La lourdeur des conséquences de la crise sanitaire sur les milieux culturels suisses peut être évaluée à travers un autre prisme, celui des coups de pouce financiers que leur ont accordés les autorités. >



© Mad

Selon l'OFS, la Confédération et les cantons ont versé (entre 2020 et 2021) pas moins de 562,4 millions de francs d'aides spécifiques au secteur. La part du lion (soit 447,9 millions de francs) concernait l'indemnisation de pertes financières liées à des annulations, des reports ou des redimensionnements de manifestations en raison des mesures sanitaires. Les projets de transformation visant à opérer une réorientation structurelle ou à lancer des mesures pour gagner du public ont pour leur part été soutenus à hauteur de 57,9 millions de francs. La Confédération a par ailleurs versé 23,2 millions de francs à titre d'aide d'urgence aux acteur·rice·s culturel·le·s pour couvrir leurs frais d'entretien immédiats. A noter que les bénéficiaires les plus fortement représentés émanaient du secteur musical.

Une troisième manière de mesurer les effets de la pandémie est de se pencher sur les sorties culturelles des habitant·e·s du pays. Dans une enquête publiée fin 2022, l'agence L'œil du

Public constate que la crise a induit un repli des Suisses sur leur domicile : plus de la moitié des personnes interrogées (en automne 2022) disaient sortir moins souvent. Les personnes qui travaillaient en home-office affichaient une inclination encore plus forte

Questionné·e·s sur les raisons pour lesquelles ils ou elles font moins de sorties culturelles, 42% des participant·e·s concerné·e·s ont répondu avoir pris l'habitude de rester à la maison.

que la moyenne à pantoufler, relèvent par ailleurs les auteur·e·s de l'étude. En ce qui concerne spécifiquement les sorties culturelles, le tableau est légèrement plus positif : 41% des sondé·e·s disaient en faire moins qu'avant la pandémie, contre 46% comme avant et 13% davantage qu'avant. Questionné·e·s sur les raisons pour lesquelles ils ou elles font moins de sorties culturelles, 42% des participant·e·s concerné·e·s ont répondu avoir pris l'habitude de rester à la maison.

Plus du quart ont indiqué avoir remplacé une partie des sorties culturelles par d'autres activités de loisirs, tandis que 18% ont dit accéder désormais aux contenus culturels par Internet plutôt qu'en présentiel. L'enquête cherchait également à savoir si la fermeture partielle des lieux culturels et l'annulation de manifestations culturelles en 2020 et en 2021 avaient perturbé les Suisse·sse·s. Le résultat n'est pas franchement rassurant pour les milieux culturels, puisque plus de la moitié des habitant·e·s du pays, soit 55%, répondaient ne pas avoir été dérangé·e·s personnellement.

Sortir de la zone de confort

Heureusement, le tableau n'est pas tout noir. Selon le rapport publié fin 2022 par la Fondation Lombard Odier, plus de sept institutions culturelles helvétiques sur dix pensaient surmonter la crise et retrouver plus ou moins leur envergure pré-pandémique. Une sur dix se disait même confiante de sortir renforcée de la crise et escomptait un développement futur de ses activités. « La pandémie de Covid-19, aussi compliquée ait-elle été sur de nombreux plans, n'a

pas eu que des aspects négatifs », nuance lui aussi Olivier Moeschler, sociologue et responsable du domaine culture auprès de l'OFS. « Au niveau macro, l'ampleur des aides étatiques accordées au secteur a révélé que notre pays, loin de s'en désintéresser, pouvait se montrer 'culture friendly'. »

Au nombre des conséquences positives, celui qui est également chercheur associé à l'Université de Lausanne cite aussi les élans de créativité et d'ingéniosité dont ont dû faire preuve artistes et institutions afin de conserver leurs publics, voire d'en séduire de nouveaux. « C'est notamment le cas de certains musées, obligés de sortir de leur zone de confort », d'aller chercher des visiteur·euse·s d'autres âges et d'autres catégories sociales. « Je pense que la crise a un peu secoué les institutions et fait beaucoup parler de la culture dans les médias », poursuit-il. « J'irais même plus loin : elle a rapproché la population de la culture. » Olivier Moeschler se réjouit par ailleurs du fait que la pandémie « a montré que les milieux culturels savent se battre et relayer leur message dans les sphères politiques ».

Tout le monde à la même enseigne

Sur le terrain aussi, on constate que la crise pandémique qui a fouetté les milieux culturels a eu certains effets bénéfiques. La Société suisse des auteurs (SSA) se réjouit notamment du « rappro-

chement entre les associations professionnelles de la culture, par effet de crise » (voir aussi en page 16), ainsi que de la structuration associative de certains secteurs, comme les compagnies de théâtre indépendantes. La « prise de conscience politique des rapports de travail atypique » (voir encadré en page 11) est également mise en avant. Parmi les autres bonnes nouvelles, la SSA relève la résilience du secteur des arts de la scène, dont « les activités – du moins pour les spectacles populaires – ont retrouvé leur cours normal dès la saison 2022-2023 ».

En ce qui concerne spécifiquement le théâtre, le Syndicat suisse romand du spectacle (SSRS) indique pour sa part que « comme tout a été bouclé, cela a permis des réflexions et de nombreuses expériences singulières, hors plateau, en petit comité à domicile, en streaming... » Et aussi « moins de stress, plus de temps pour tout, mais surtout pour créer ; pouvoir lâcher la pression quasi permanente des exigences de nos métiers, ce qui mettait tout le monde à la même enseigne ». De façon plus large, la Swiss Comics Artists Association (SCAA) salue « la réalisation générale que les artistes sont d'une importance incontestable dans les moments d'incertitude et de troubles ». En ce qui concerne son secteur en particulier, l'association faitière de la bande dessinée constate entre autres que la crise a entraîné « une mise en valeur des

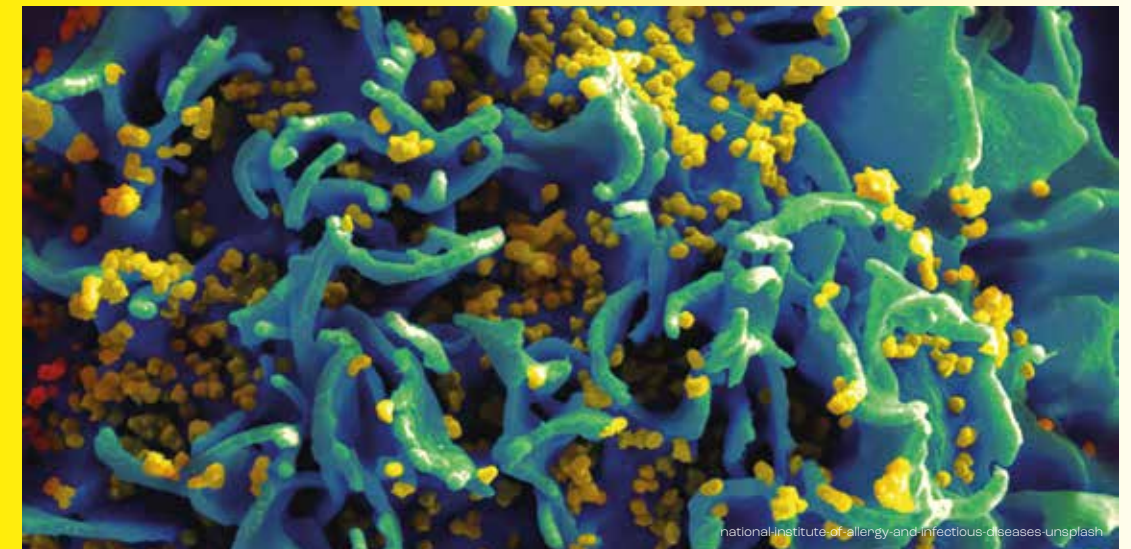
artistes sur les réseaux sociaux, un domaine en pleine expansion ».

La branche du livre, elle, est carrément sortie renforcée de la pandémie : « En l'absence de toute autre offre culturelle, un repli sur la lecture s'est orchestré assez rapidement », relève LivreSuisse. Dans la foulée, « les années 2020 et 2021 ont été bonnes, en particulier pour les librairies ; mais moins pour les maisons d'édition ». Le soutien des pouvoirs publics, ainsi que l'engagement de la faitière elle-même – qui a conçu son propre dispositif de soutien à la chaîne du livre, baptisé Liber – n'y sont pas étrangers.

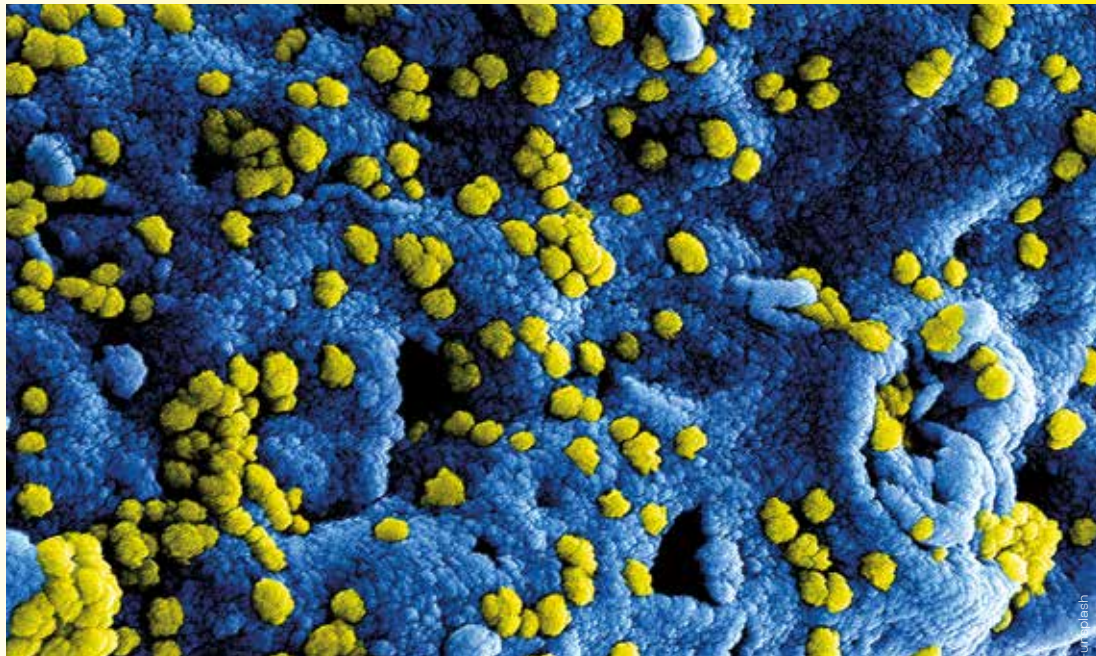
Enfin, du côté de l'association des labels musicaux indépendants IndieSuisse, on salue « la prise de conscience nettement accrue du besoin de protection sociale dans la branche musicale, que ce soit par les musicien·ne·s ou par les institutions ». Autre point positif mis en avant : durant la pandémie, la solidarité envers la branche a été très forte. « Les fans ont acheté davantage de supports sonores afin de soutenir les artistes et les labels. »

Un vent de panique

Las, les conséquences positives de la crise pandémique ne parviennent pas à atténuer la claque que s'est prise une bonne partie du secteur culturel helvétique. La SSA rappelle que « pendant la pandémie, les droits de représentation »



national.institute.of.allergy.and.infectious.diseases-unsplash



cortis.unisplesh

ont disparu, les contrats ne prévoyant pas de dédommagement en cas de force majeure». Quant aux tentatives de théâtre en ligne (de type live streaming), «elles n'ont eu que peu de succès». Juste après la levée des restrictions sanitaires, la branche a fait face à un «embouteillage» des nouvelles créations, qui n'ont pas pu être jouées. Par ailleurs, «pendant approximativement deux saisons, une même œuvre était moins souvent représentée qu'auparavant».

En ce qui concerne les salles obscures, ProCinema rapporte qu'au cœur de la crise, les entrées se sont parfois contractées de deux tiers. Ainsi, les cinémas du pays n'ont vendu que 4'504'718 tickets en 2020, contre 12'865'531 en 2019. «Après le pic pandémique, la branche ne s'est remise que lentement», poursuit la faitière des exploitants de salles et des distributeurs de films. En 2022, on ne comptabilisait que 9'066'638 entrées et en 2023, 10'881'937, «de loin pas encore le niveau d'avant-pandémie».

Dans le secteur du livre, malgré l'engouement pour la lecture susmentionné, «un vent de panique a soufflé sur toute l'interprofession durant la pandémie», relate LivreSuisse. En effet, «l'arrêt des

ventes en librairies n'a été que très partiellement compensé par celles effectuées en ligne». Coup dur pour les maisons d'édition, «tous les événements tels que salons, foires et festivals ont été annulés», quel que soit l'investissement qui avait été consenti. Dans le domaine de la bande dessinée, un autre problème a émergé, note pour sa part la SCCA: un grand nombre de membres de l'association n'ont pas pu faire de demandes d'aide Covid, «car les rémunérations liées à la bande dessinée étaient, de base, trop faibles pour être compensées».

Comme avant... en pire

À l'image des entrées au cinéma, les recettes liées aux droits d'exécution ont elles aussi diminué comme peau de chagrin durant la pandémie, relève la SUIISA. En 2020, elles se sont repliées de 34% en rythme annuel, «une baisse limitée par le fait qu'elles étaient partiellement liées à des concerts organisés l'année précédente». En 2021, le recul (par rapport à 2019) s'est encore accentué, à -54%. Toujours dans le domaine de la musique, IndieSuisse rapporte qu'en plus de l'annulation des concerts, la branche a dû faire face pendant la crise au report de la sortie de nombreux albums en raison de ruptures dans la chaîne

de production des supports sonores. À l'inverse, lorsque la situation sanitaire s'est normalisée, l'offre dépassait la demande des consommateurs de musique. En outre, «il est devenu plus cher de produire des disques».

Autre aspect, mis en lumière cette fois par le SSRS: les contraintes administratives durant la crise pandémique. «Il était usant de se battre quotidiennement auprès des services étatiques pour obtenir les réponses après que vous aviez fourni dans les délais les preuves, les formulaires et les nombreux documents; de plus, la présomption de bonne foi avait presque complètement disparu.» Et après la pandémie? Selon le SSRS, la numérisation a fait beaucoup de dégâts, notamment au niveau de l'engagement bénévole, de nombreuses personnes n'étant plus prêtes à s'adonner à des activités en présentiel. Par ailleurs, «un certain détachement du public est encore observable, qui a tendance à attendre le dernier moment pour décider si oui ou non il prend part à un spectacle». Globalement, «le monde culturel d'après ressemble fort à celui d'avant; voire en pire parce que les aides Covid ont disparu et que les critères de soutien se durcissent partout». ♦

Trouver une solution aux rapports de travail atypiques

En Suisse, le taux de travailleur·euse·s indépendant·e·s dans le secteur de la culture est bien plus important qu'en moyenne dans le tissu économique. Alors que moins de 14% des Helvètes sont professionnellement indépendant·e·s, ce pourcentage grimpe à 27% dans l'économie culturelle, selon des statistiques de l'OFS portant sur l'année 2022. Si l'on ne prend en compte que les travailleur·euse·s culturel·le·s au sens étroit – c'est-à-dire si l'on exclut des profils tels que graphiste dans une banque ou comptable dans un théâtre – le pourcentage monte encore, à 38%. «En Suisse romande, la part des indépendant·e·s dans la culture est encore plus importante, car on y travaille davantage par projets», souligne Olivier Moeschler.

Or, «la pandémie a mis le doigt sur une inégalité criante entre les travailleur·euse·s culturel·le·s affilié·e·s à une institution et les indépendant·e·s», poursuit le sociologue. «Pire, elle a renforcé cette inégalité car tandis que les institutions pouvaient demander des aides et continuer à payer leurs salarié·e·s», les indépendant·e·s n'ont pas forcément pu bénéficier des fonds de crise alloués par la Confédération. «La branche s'est retrouvée confrontée à toute la problématique de la 'zone grise', celle dans laquelle se trouvent de nombreux·euses artistes sans statut bien défini, qui passent souvent

complètement entre les mailles du filet de sécurité sociale.» Une recherche menée il y a quelques années auprès des diplômé·e·s de La Manufacture, la Haute école des arts de la scène, arrivait à cette conclusion qui peut sembler un brin absurde: «Ceux et celles qui touchent le chômage, ce sont ceux et celles qui ont réussi», c'est-à-dire qui travaillent et gagnent assez pour pouvoir bénéficier de cette assurance.

À l'image d'Olivier Moeschler, plusieurs personnes interrogées dans le cadre du présent dossier ont relevé la nécessité de «régler» la question de la précarité endémique qui sévit parmi les indépendant·e·s de la culture. Mais comment? Plusieurs pistes semblent se dessiner suite au postulat de la conseillère aux Etats Marianne Maret (en 2021) et au rapport du Conseil fédéral qui en a découlé (en 2023). Selon les associations faitières du secteur culturel, l'insuffisance de la protection sociale des personnes concernées tiendrait entre autres à un manque de connaissances en la matière. Il serait dès lors utile de créer un centre de conseil et de services à leur intention. À noter qu'à Fribourg, une structure de ce type, baptisée BURC, existe déjà. Née durant la pandémie, elle a bénéficié de soutiens étatiques dans le cadre des projets de transformation. ♦

cortis.unisplesh

Une pandémie, onze facettes

Si le Covid-19 n'a laissé personne indifférent-e, les acteur·rice·s culturel·le·s romand·e·s ont vécu la pandémie de manières très diverses. Onze d'entre elles et eux témoignent.

Marie Butty, rédactrice



« Pour les artistes qui, comme moi, n'ont pas fait d'école d'art, la période Covid a été particulièrement difficile financièrement, car nous ne pouvions pas nous appuyer sur les subventions culturelles distribuées aux professionnel·le·s. Lorsque tu es artiste, bien que tu vives effectivement de tes créations, tu dois pouvoir justifier d'un diplôme d'art pour pouvoir remplir les conditions d'octroi... Or, être artiste ce n'est pas que de l'académisme, c'est exprimer quelque chose de plus profond et cela devrait être reconnu ainsi! Néanmoins, la pandémie a apporté un vent de changement positif dans le monde de la culture de manière générale. Plusieurs institutions ont perdu énormément de public étranger, ce qui les a poussées à repenser leur fonctionnement. De cela sont nés de nouveaux concepts, comme c'est le cas par exemple au Château de Chillon où se tient mon exposition « Fortunes et reflats » jusqu'au 12 juin. Cette opportunité m'a été donnée car les responsables ont souhaité faire découvrir ce monument historique différemment et attirer un public plus régional. »

Leah Linh, artiste plasticienne

« Nous sommes un théâtre d'accueil essentiellement, avec une programmation plutôt généraliste. Il était donc difficile pour nous durant la pandémie de créer des concepts innovants comme c'est le cas dans les théâtres de création. Suite à la prolongation des mesures sanitaires, nous avons traversé une certaine période d'incertitude quant à l'avenir de notre théâtre. Lorsqu'on est à la direction d'une institution, on se sent responsable de ses employés! Il était donc primordial de pouvoir assurer le maintien des postes de travail. Pour pouvoir pallier les difficultés du secteur culturel, la Confédération a proposé des aides financières, notamment des projets de transformation. Malheureusement, étant financés par les communes, nous n'entrons pas dans les conditions d'octroi. Il était considéré que c'était de leur ressort, alors même qu'elles avaient leurs propres difficultés. Cependant, nous avons pu bénéficier des indemnités RHT (réduction de l'horaire de travail). Nous nous en sommes sortis grâce à cela, mais, rétrospectivement, nous aurions souhaité que les conditions d'octroi des soutiens de la Confédération à la culture soient plus larges. »

Stéphane Cancelli, secrétaire général du Théâtre du Passage, à Neuchâtel



« Au début de la pandémie, nous étions en plein dans un projet transfrontalier sur l'éducation artistique et culturelle financé par la Confédération et l'Union européenne. Les subventions étant limitées dans le temps, nous avons dû composer avec les diverses mesures sanitaires afin de ne pas perdre ce financement. Il a donc fallu trouver des moyens de transmettre la danse par le digital, ce qui n'est pas une mince affaire... La contrainte rend créatif! Cette période a été, pour moi, très exigeante – les visioconférences étant très énergivores – mais néanmoins passionnante. En parallèle, j'ai eu beaucoup de sollicitations d'artistes qui avaient de la peine à obtenir des subventions. Après cette période, nous avons mis en place un projet de transformation, car il était difficile de faire revenir le public dans les salles. Cela nous a permis de revoir notre manière de procéder. Avant, nous ne faisons par exemple pas tourner les spectacles dans plusieurs salles; dorénavant c'est le cas et nous avons décidé d'y inclure un projet de médiation. »

Dominique Martinoli, coordinatrice du projet Évidanse (promotion de la danse dans les cantons du Jura et de Berne) www.evidanse.ch



« Les seules certitudes que nous avions pendant la pandémie étaient le report du festival, ainsi que la thématique que nous souhaitions aborder sous le titre « Cracks », qui devenait d'une actualité troublante. L'enjeu était de ne pas manquer de liquidités, de pouvoir couvrir les coûts fixes et d'assurer les salaires. J'ai négocié avec tous les partenaires pour qu'ils nous accompagnent jusqu'à l'année suivante. L'édition 2021 a encore été compliquée. Ne pouvant pas faire de vernissage traditionnel, nous avons créé des capsules audiovisuelles, un format que nous continuons à exploiter aujourd'hui. La plupart des photographes ont dû mettre leurs projets en suspens ou les repenser. Certains ont travaillé avec des archives ou des médias digitaux. D'ailleurs, concernant les archives, nous en avons profité pour trier puis faire don de nos documents à la ville de Bienne. Nous avons aussi consolidé notre structure avec un projet de transformation. Celui-ci nous a permis d'effectuer une migration de notre système informatique et de repenser notre site internet afin de revaloriser nos activités en ligne: un gain de visibilité important au niveau national et international. »

Sarah Girard, directrice des Journées photographiques de Bienne

« Nous n'avons pas pu eu besoin d'aide financière en raison du Covid. En effet, nous n'avons pas, comme c'est le cas pour la majorité des festivals, d'employés à l'année. Nous travaillons avec une société de production – en charge notamment de la gestion de la salle Métropole à Lausanne ou de l'organisation de concerts à l'Aréna de Genève – que nous mobilisons le temps du festival. De plus, les billets qui concernaient les éditions annulées sont restés valables une fois la crise sanitaire passée et tout le monde a répondu présent. C'était une marque très touchante de l'attachement à notre événement. À l'ère du streaming, nous nous étions demandé si le public avait toujours envie de concerts, de se mêler à la foule, de faire la file, etc. La réponse nous a très vite été donnée, car tout a redémarré très fort et ce n'est jamais retombé. L'année dernière a été la meilleure des quinze dernières années. Le seul voyant rouge est le prix des artistes et de l'électricité qui a grimpé, nous obligeant à augmenter le prix des billets. Mais cela n'a pas freiné le public! »

Michael Driberg, directeur de Sion sous les étoiles



« Nous sommes encore en train de rattraper les pertes financières liées aux périodes de restrictions. Du fait de notre discipline et que nous soyons aussi une école sur plusieurs sites, nous n'entrons pas dans les cases standard. La première question a donc été de savoir dans quel canton faire les démarches puis dans quel département. Finalement, nous avons pu obtenir des indemnités RHT (réduction de l'horaire de travail) en raison du Covid mais nous avons dû assumer les charges sociales de nos artistes, ce qui a représenté une dépense considérable puisque le domaine de l'impro reste peu soutenu de manière générale. Ce qui a été intéressant dans cette pause forcée, c'est de pouvoir prendre un temps de réflexion, ce qui n'est pas le cas habituellement puisque, lorsque la saison est lancée, les projets s'enchaînent. Est né de cette réflexion le théâtre Tais-Toi! à Neuchâtel. C'est un concept de théâtre pour tous les théâtres. L'idée est de proposer un lieu pour toutes sortes de spectacles comme l'impro, le clownesque ou encore le burlesque qui n'ont que trop peu de lieux de représentation. »

Juan-Sébastien Rial, co-directeur d'Impro Suisse



« Nous avons été contraint·e·s d'annuler le festival en 2020 au dernier moment en raison de la pandémie. Les restrictions nous ont poussé·e·s à nous réinventer et à développer notre créativité. Nous avons alors créé la 34^e édition et demie en proposant un tour de Suisse. Les films qui auraient été présentés lors de la 34^e édition l'ont été dans différents lieux. Nous avons maintenu la compétition en version online, dont la remise des prix reste visible sur notre chaîne YouTube. Nous n'avons pas non plus pu organiser la 35^e édition en mars, mais l'avons repoussée en juillet, ce qui a permis d'autres perspectives, comme des projections en plein air. Nous nous sommes rendu compte que nos bénévoles, essentiellement des étudiant·e·s, avaient de la peine à trouver du travail. Nous avons décidé de les défrayer, méthode que nous continuons d'appliquer aujourd'hui. Pour l'aspect financier, nous avons bénéficié d'une aide au déficit en 2021, délivrée par la Confédération et les cantons, qui couvrirait 80% du montant de la perte liée au Covid. Cependant, cela restait insuffisant et nous continuons à éponger le manque à gagner dû à la pandémie aujourd'hui. Mais au moins, nous avons survécu! »

Philippe Clivaz, directeur opérationnel du FIFF (Festival International du Film de Fribourg)



« Être une élève sortante d'une école de théâtre en 2020 a représenté un énorme obstacle. Je m'explique: le spectacle de fin d'école est une étape décisive, c'est le moment où l'on a la possibilité de présenter son travail aux professionnel·le·s de la branche. Il faut savoir que dans notre domaine, les engagements ne fonctionnent pas par CV mais bien par contacts et visibilité. Les répercussions liées à cette annulation et aux fermetures qui ont ensuite duré se sont fait sentir sur plusieurs années puisqu'une saison théâtrale se construit bien à l'avance. On nous a demandé de nous « ré-inventer », ce qui a des limites. On peut certes avoir re-

cours à l'audiovisuel, mais c'est un autre métier. Moi, je fais du spectacle vivant! Par contre, ce qui a été positif avec la pandémie, c'est la mise en lumière du problème de financement d'autres stades que la création, comme la recherche. Jusqu'alors, on ne pouvait pas faire de demandes de subventions avant d'avoir un lieu qui garantissait que le spectacle puisse être joué. Durant la crise Covid, la ville de Genève a mis en place un système de bourses Covid Culture qui permettait de financer cette phase de recherche. Cette offre a été pérennisée. »

Wave Bonardi, comédienne, metteuse en scène



« L'inspiration ne vient pas du silence, du fait de ne voir personne. J'ai besoin d'aller voir des concerts, des expositions, des pièces de théâtre, etc., de nourrir mon esprit pour pouvoir créer. Avec les restrictions liées à la pandémie, le fait que les membres de mon groupe ne puissent pas se voir ajoutait encore une contrainte logistique. Pour moi, rien de positif n'est né de cette pandémie. De plus, à ce moment-là, je venais de sortir un album avec un grand label londonien (Riverboat records); cela a été compliqué puisqu'avec le Covid, les concerts ont été mis en attente. Pour les institutions, ma musique est catégorisée « world music »; selon leurs critères, je ne méritais pas de soutien financier. Malgré les refus, j'ai continué à faire des demandes, mais n'ai pas reçu un franc! »

Anouar Djawla, musicien, compositeur, autoproducteur



« La première conséquence problématique de la crise Covid pour nous a été la nécessité de nous dispenser. Nous avons tous les documents dans nos bureaux; il était donc compliqué de se les transmettre et de travailler. Entre les deux vagues, nous avons mis en place un serveur permettant d'accéder aux documents, un système que nous avons gardé par la suite. La fermeture des librairies liées aux mesures sanitaires a fait baisser considérablement nos ventes. Comme nous avions une plateforme de commandes en ligne, nous avons pu amortir cela en partie, mais pas complètement. Beaucoup de livres que nous publions étant universitaires, nous avons bénéficié d'aides des institutions et des cantons, ce qui nous a permis de continuer à travailler. Mais il faut savoir que sans aides publiques et privées, il est pratiquement impossible de publier un livre en Suisse romande: sans soutien nous n'existerions plus! Parmi les effets concrets de la pandémie, il faut citer le report de la publication de nombreux livres. À la fin des restrictions, une avalanche de publications s'est produite; certains livres sont malheureusement passés inaperçus. »

Claude Pahud, fondateur et directeur des Éditions Antipodes

« Au début de la pandémie, nous ne savions pas si le salon pourrait avoir lieu. Les décisions pour un événement de cette taille doivent se prendre plusieurs mois en amont. Nous avons rapidement pensé à transformer le salon qui, pour être plus agile, a pris la forme d'un festival éclaté dans une cinquantaine de lieux au sein de la ville. Parmi les points positifs, citons les partenariats qui ont vu le jour avec de nombreux lieux ou institutions, qui ont permis l'accueil et les rencontres entre les publics et les auteur·rice·s. Nous nous sommes rapproché·e·s et des synergies ont vu le jour. Cela a permis à différents publics de se retrouver autour d'une rencontre, quelquefois dans des lieux insolites. Nous avons du reste conservé certains liens et poursuivi certaines collaborations. Nous avons eu la chance de pouvoir proposer des événements, certes plus petits et différents, conserver le lien avec les maisons d'édition et permettre au public d'aller à la rencontre d'auteur·rice·s dans une période où les possibilités étaient extrêmement restreintes. Nous sommes ravi·e·s de l'avoir fait, mais également soulagé·e·s d'avoir pu retrouver notre format habituel, qui réunit éditeur·rice·s, auteur·rice·s et public dans un seul et même lieu. »

Natacha Bayard, directrice du Salon du livre de Genève



ENTRE SOLIDARITÉ ET CONCURRENCE

La pandémie a poussé de nombreux·ses acteur·rice·s culturel·le·s à se fédérer afin de trouver des solutions communes et créatives. Parallèlement, la concurrence pour les subventions et les publics s'est exacerbée.

Ylenia Dalla Palma, rédactrice

La pandémie de Covid-19 a profondément bouleversé les milieux culturels romands, mettant en lumière un paradoxe intrigant. D'un côté, la crise a exacerbé la concurrence au sein de ces milieux, les artistes et branches se battant pour des publics n'étant plus forcément disposés à multiplier leurs sorties et dépenses. D'un autre côté, les liens de solidarité entre les acteur·rice·s culturel·le·s sont sortis renforcés, notamment grâce au regroupement de certains individus, voire de secteurs entiers.

« La crise a engendré un rapprochement entre associations professionnelles de la culture, favorisant une structuration accrue de certains secteurs, comme les compagnies de théâtre indépendantes », explique la Task Force Culture Romande. Cette dernière, composée de représentant·e·s d'associations culturelles, a été mobilisée dès 2020 afin de répondre au grand besoin d'échanges entre les faitières durant la période Covid-19. La Taskforce se compose d'un noyau, ainsi que d'un cercle élargi, qui compte d'autres associations et organisations du domaine de la culture et de l'événementiel.

Répondre à long terme aux besoins

D'autres regroupements d'associations culturelles ont vu le jour durant ou juste après la pandémie, notamment Futur Audiovisuel, une association des métiers audiovisuels créée en 2022 suite à une initiative de l'antenne romande du Syndicat suisse film et vidéo. Le but d'un tel regroupement est d'assurer la relève

du métier par la mise en place d'espaces de discussions pour les étudiant·e·s et professionnel·le·s dans le domaine. C'est d'ailleurs souvent afin de répondre aux défis devenus politiques du monde de la culture que de nombreuses faitières ont pris des mesures concrètes passant par une organisation solidaire.

La Task Force Culture Romande en est convaincue: il faut résoudre à long terme les besoins actuels de la branche culturelle, qui incluent une réponse adaptée aux « rapports de travail atypiques » (voir aussi en page 11), tout en préservant le statut des artistes indépendant·e·s comme tel. Il est donc essentiel de continuer à soutenir les initiatives visant à renforcer la solidarité et la coopération au sein de la communauté artistique.

Hameçon médiatique

Si la pandémie a engendré des gestes de soutien et de collaboration entre acteur·rice·s culturel·le·s, notamment à travers des initiatives communes et un partage de ressources, elle a parallèlement exacerbé une compétition déjà sous-jacente. Que ce soit pour les maigres moyens disponibles ou pour maintenir une visibilité médiatique qui, par ricochet, serve d'accroche auprès de publics moins enclins à multiplier les sorties culturelles. Il semble donc qu'along que des efforts collectifs sont plus nécessaires que jamais pour surmonter les défis communs, la crise Covid-19 n'ait malheureusement pas effacé les rivalités entre institutions, voire entre artistes. ◊

NOUVELLE NORME NUMÉRIQUE

En plein développement avant la pandémie, la numérisation de la culture s'est accélérée durant la crise. Sa partie la plus visible, le streaming, est désormais une habitude pour environ deux tiers de la population.

Elvire Akhundov, rédactrice

Certes, le streaming n'est pas nouveau. L'offre date d'avant la crise Covid-19 et coexistait déjà avec la culture en présentiel. Jürg Ruchti, directeur de la Société suisse des auteurs (SSA), observe néanmoins que la pandémie « a été un catalyseur de la consommation d'œuvres par le biais du streaming ». Les offres se sont multipliées, la population s'y est habituée. Des chiffres de l'Office fédéral de la statistique (OFS) portant sur 2023 confirment ce constat. Alors que 65% de la population helvétique a déjà écouté et téléchargé de la musique en ligne, 68% a téléchargé ou regardé des films ou vidéos sur un smartphone, un ordinateur ou une tablette.

Cette évolution suscite une inquiétude légitime: les lieux culturels vont-ils perdre – voire ont-ils déjà perdu – leurs publics? La réponse est nuancée. Au cœur de la crise sanitaire et à sa sortie, le théâtre semblait concerné par ce phénomène, car les spectateur·rice·s achetaient moins d'abonnements. Un état de fait dû aux trop fréquentes annulations des prestations, explique Thierry Luisier, secrétaire général de la Fédération romande des arts de la scène (FRAS). Pourtant, on a constaté une reprise très rapide de la fréquen-

tation des salles de spectacle à leur réouverture. « Même durant la période Covid, le théâtre n'a que rarement été numérisé », poursuit Thierry Luisier. Cette forme d'art étant l'une des expressions culturelles les plus dynamiques, chaque représentation constitue une interprétation unique, une interaction avec le public; elle se prête donc peu au streaming. Reste que dernièrement, sa présence sur les réseaux sociaux s'est intensifiée, notamment à des fins de communication. « Les extraits d'humoristes marchent par exemple bien. »

Près de 90% de streaming musical

Dans le domaine de la musique, en revanche, l'écoute via streaming s'est imposée. Selon les chiffres 2023 de la faitière des labels suisses IFPI, le streaming au moyen de services tels que YouTube, Apple Music ou Spotify contribue désormais à hauteur de 88% au marché musical national. « Les plateformes comme Spotify permettent aux auditeur·ice·s de découvrir des artistes, d'avoir un accès facilité au son », relève David Michaud, chef de projet jazz auprès de l'Association suisse de musique Sonart. Dans ce secteur, l'inquiétude concerne plus parti-

culièrement la rémunération des artistes, le streaming ne générant presque pas de revenus. Désormais, les musicien·ne·s gagnent leur vie essentiellement grâce aux concerts. Le streaming complète donc l'offre culturelle mais ne peut et ne doit en aucun cas remplacer l'expérience en « live ».

Du côté de l'audiovisuel aussi, les évolutions numériques ont changé les habitudes de consommation en profondeur. « La télévision linéaire classique a quasiment été abandonnée au bénéfice du streaming », fait remarquer Jürg Ruchti. Le cinéma, lui, ne s'est pas encore pleinement remis de la crise, la fréquentation des salles en 2023 se situant encore 16% en dessous de celle de 2019 (voir aussi en page 10). Face aux niches possibles du streaming, les salles obscures doivent se démarquer et faire en sorte qu'une virée au cinéma reste un événement. Cette stratégie semble fonctionner, comme en témoigne le succès des festivals ou rétrospectives. Et même si la fréquentation globale n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant-pandémie, « le public semble avoir retrouvé le chemin des salles », se réjouit Jürg Ruchti. ◊

LES « ARTS DE LA SCÈNE » ÉVIDÉS DE LA FICTION

Le hiatus créé par la pandémie de Covid-19 a permis à certains goûts d'imposer une norme de spectacles parmi lesquels la fiction théâtrale est devenue rare. Il est temps de réinventer une contre-culture.

Joël Aguet, historien du théâtre

Lourdement affecté·e·s par la lutte contre la pandémie de Covid-19 qui a fermé les lieux de représentation en 2020 et 2021, la plupart des artistes du spectacle vivant ont pourtant survécu. Ce parce que les instances de subventionnement ont réagi et les ont soutenu·e·s spécifiquement, mettant ainsi en évidence l'importance accordée actuellement au secteur, dont la bonne marche est favorable à la critique nécessaire de nos sociétés, à nos modes de vie et au contexte économique. Les pouvoirs publics des principales villes et cantons romands ont maintenu leur soutien financier à l'ensemble du système de production. Celui-ci a pu continuer à répéter et à réaliser des spectacles, même s'ils ne pouvaient plus rencontrer de publics, hormis parfois quelques audacieux privilégiés savamment dispersés dans les salles. Grâce à ces politiques et malgré de longs arrêts, les professions de la scène sont ainsi heureusement restées prêtes à retrouver les spectateur·rice·s, toujours avides de liens humains, de présence sensible et de découverte de sens.

À bien des égards, la période fut néanmoins désespérante et tout le monde, dans le milieu culturel, aimerait l'oublier au plus vite. Passer sur ces réticences per-

met pourtant de jeter un utile regard rétrospectif sur l'origine de quelques regrettables perturbations actuelles. Car ces longs mois de « fonctionnement à vide » ont été utilisés ensuite pour mettre à l'écart de trop nombreuses scènes l'essentiel des propositions théâtrales. Le prétexte d'une surabondance d'offre de spectacles régionaux apparaît mieux aujourd'hui comme la grande justification de programmations événementielles jusqu'à l'hystérie : seulement une ou deux dates, là où les compagnies jouaient auparavant deux ou trois semaines. Or aucune réalisation scénique – à part les solos – ne peut s'épanouir en étant si peu confrontée au public. Car les précieuses relations interpersonnelles sur la scène, qui font la beauté et la force du jeu, s'affinent surtout et se développent en présence de spectateur·rice·s dans la salle. Trop brièvement présentées, les compagnies perdent aussi le public qui les suivait.

L'immédiat et le concret

Si la tendance, déjà sensible de loin en loin auparavant, à programmer le spectacle vivant à des rythmes insensés de festivals musicaux se maintient d'ailleurs bien après la résorption de la préten-

due « surabondance », c'est qu'elle offre aux tenant·e·s de ces empilements de « produits » d'apparaître désormais comme les seul·e·s interlocuteur·rice·s du circuit, en reléguant les artistes au rang de mauvais·e·s affineur·euse·s et de saltimbanques toujours en quête de tournées. Ainsi, après tous les efforts consentis pour maintenir l'existence d'un milieu créatif et vivant, il ne trouve plus de place dans les programmations qui multiplient les propositions « émergentes » et les réalisations d'inconnu·e·s ou presque, sinon de leur cercle de proches.

Il n'y en a plus depuis quelques années que pour l'immédiat et le concret. La fiction semble en quelque sorte avoir fait partie des victimes du Covid. Sans elle plus de récits ni d'histoire de quelque portée, plus de transposition et donc plus rien qui n'intéresse le plus grand nombre parce que ça lui parle de lui. La satellisation du métier en auto-entreprises ravit sans doute les tenant·e·s de la pensée économiste, mais elle prive bon nombre de spectateur·rice·s des grands récits. Sinon ceux servis par les pays qui nous environnent et savent mettre les moyens pour obtenir des productions de haute valeur symbolique qui parlent aux gens de leur rapport à la commu-



Final de *Hot House* de Pinter réalisé en juillet-août 2014 au Théâtre de l'Orangerie à Genève par la Compagnie Cap10. Photo : Marc Vanappelghem

nauté dans laquelle ils vivent, de leur histoire, non seulement ancienne mais surtout de celle qu'ils reconnaissent parce qu'ils sont en train de la vivre et qui éclaire leur devenir.

Dès l'après-Covid, les lieux « sériels » se sont aussitôt rouverts tout grand aux accueils internationaux. Aux rares exceptions près des lieux de résistance évoqués dans le dernier numéro de CultureEnJeu, les artistes romands des générations qui auraient pu parvenir à maturité sont presque tou·te·s écarté·e·s des plateaux. L'expression « arts de la scène » semble donc devenue le cache-misère de la disparition

programmée des soutiens publics à l'art théâtral de nos contrées, où la maître-formule est de baisser les impôts et de dilapider l'argent public en dépenses inutiles (par exemple d'armement).

Un monde sans histoire

Certain·e·s voudraient faire paraître « normal » ce « remplacement » d'un vieil art spectaculaire devenu désuet par des formes jeunes et dynamiques qui en prennent « tout naturellement » la place. Il n'en est rien. La volonté à peine dissimulée qui est à l'œuvre, en particulier par la réorientation du financement public, consiste à écarter des plateaux reconnus le travail dramatique capable de

donner du sens et de porter des idées. Il est en revanche désormais fait place à l'action seule, ouverte à toutes les interprétations comme à tous les sens, c'est-à-dire qui n'en a aucun ni enjeu politique.

En subordonnant tout à la seule action et au geste sans portée, on montre sans rien dire et fait taire toute contradiction en rendant inutile la moindre prise de parole. Si c'est bien là devenu le chemin culturel officiel, alors il faut songer à s'en distancier et enjoindre à chacun de réfléchir à tout ce qui peut nous permettre de réinventer une contre-culture. Sans cela, nous encourrons l'horrible ennui d'un monde sans histoire. ◊

Génération Prométhée

En raison des mesures de restriction sanitaires, de nombreux·euses jeunes ont été freiné·e·s en plein dans leur élan de socialisation culturelle. Alors que certain·e·s observateur·rice·s dénoncent des dégâts irréversibles pour la génération concernée, des spécialistes de l'éducation tempèrent.

Kelly Lambiel, rédactrice

L'accès à la culture – et la participation à la vie culturelle – est défini par l'UNESCO comme un droit fondamental. Or, en tant de crise, il n'est plus garanti. Que ces restrictions soient volontaires ou résultent de mesures douloureuses mais nécessaires – comme ce fut le cas durant la pandémie de Covid-19 – les conséquences sont potentiellement désastreuses pour la société en général. Pour les jeunes, elles peuvent être carrément irréparables, estiment certain·e·s acteur·rice·s culturel·le·s et spécialistes de l'éducation. « L'adolescence est une période idéale pour se familiariser avec la culture car elle offre du temps », confirme Elsa, 20 ans. « Elle se situe entre le moment où l'on suit ses parents, sans trop s'interroger, et l'âge auquel les goûts et les habitudes sont, en principe, plus affirmés. »

Rater le coche serait donc, d'une part, passer à côté d'événements susceptibles d'influencer l'individu dans la construction de soi et de ses valeurs. D'autre part, ce serait manquer l'opportunité de fréquenter plus régulièrement les lieux de culture afin de faire de cette pra-

tique une habitude. De fait, c'est au moment de la puberté que le ou la jeune « est amené·e à se représenter ce qu'il ou elle est, et ce qu'il ou elle est pour l'autre », souligne dans un article la psychologue et spécialiste des sciences de l'éducation Aurélie Maurin. Il s'agit donc « d'une rencontre intersubjective ».

Émulation inattendue

Certes, durant les années Covid-19, les jeunes sont resté·e·s virtuellement connecté·e·s au monde. Privé·e·s de contacts réels, ces adolescent·e·s, qui auraient dû consolider leurs liens avec les sphères artistiques, ont néanmoins vu cette étape cruciale pour leur développement et leur intégration sociale fortement perturbée par les restrictions alors mises en place. « C'est à travers les activités proposées à l'école que je suis entré en contact avec l'art », se souvient Noah, 19 ans. « Sans cette ouverture, je pense que beaucoup d'élèves dont les familles ressemblent à la mienne n'ont même pas conscience qu'ils peuvent y accéder. » Selon lui, « ils et elles sont passé·e·s à côté de leur

initiation lorsque toutes les sorties scolaires ont été annulées ».

Certain·e·s adolescent·e·s, pourtant habitué·e·s de diverses institutions, s'en sont détourné·e·s, sans même s'en rendre compte. « Mes parents m'offraient chaque année un abonnement au théâtre; après le confinement, nous n'y avons tout simplement plus pensé », rapporte Elsa. D'autres jeunes, frustré·e·s dans un premier temps, se sont rapidement résigné·e·s. C'est le cas de Loïc, 19 ans. « J'ai d'abord éprouvé le sentiment de passer à côté de plein de choses, au moment où je commençais à m'y intéresser, mais je n'ai pas l'impression que ça m'ait vraiment affecté; j'avais d'autres préoccupations et j'ai développé d'autres centres d'intérêt, comme les sorties entre copain·ine·s et le sport. »

Les restrictions sanitaires prises par la Confédération semblent donc avoir, en partie, prétérité le rendez-vous des ados avec la culture. Force est néanmoins de constater que chez beaucoup elles ont, à l'inverse, généré une émulation inattendue. « C'est à ce mo-



ment-là que j'ai trouvé l'occasion d'approfondir mes connaissances cinématographiques; avant, je ne m'intéressais pas au septième art donc heureusement que j'ai vécu cette expérience à ce moment-là de ma vie », relate Chiara, 18 ans.

Aurait-on alors pu imaginer que le confinement deviendrait un terrain fertile, susceptible de faire éclore des vocations? Décélérer, revenir à soi, prendre le temps de digérer les idées... C'est peut-être là ce qui, pour certain·e·s jeunes, a finalement été perçu comme une porte d'entrée plutôt qu'une voie sans issue. « Le réflexe des adultes en général est de multiplier les offres pour attirer les adolescent·e·s, sans penser à les laisser disposer d'espaces non dédiés, non institutionnels, dont ils pourraient s'emparer », observe dans un article Chantal Dahan, sociologue et chercheuse à l'Institut national français de la jeunesse et de l'éducation populaire.

Légitimité culturelle

Retardée plutôt qu'empêchée, la rencontre entre les jeunes et la culture paraît finalement s'être présentée selon des modalités certes non conventionnelles, mais qui s'inscrivent dans l'air du temps. « Durant la pandémie, j'ai eu l'occasion de lire, d'écrire », explique Léane, 18 ans. « Et j'ai pu renouer avec la culture en 'live' plus tard, donc ce n'était pas tellement grave; au fond, cela a plutôt boosté ma créativité, m'a donné envie de me rattacher. » Elle poursuit: « J'ai adoré les idées mises en place par les différents lieux », par exemple les podcasts.

Cette réalité rappelle que le terme « culture » ne revêt peut-être pas le même sens pour toutes les générations. Ces nouvelles formes et outils, que d'autant considèrent comme futiles et d'une qualité inférieure à ce qui est culturellement « légitime », sont pour les jeunes un

moyen de s'exprimer, de s'approprier le monde et d'interagir avec la société.

Ne serait-ce pas là justement ce vers quoi doit aboutir le fait de se cultiver? Selon Olivier Donnat et Annie Chevrefils-Desbiolles, respectivement chercheur en sociologie et inspectrice de la création artistique au Ministère français de la culture, les supports numériques et les modèles classiques ne s'excluent pas mais, à l'inverse, se complètent puisqu'aucune baisse dans les activités culturelles dites traditionnelles n'a pu être réellement constatée. Pour faire des jeunes d'aujourd'hui les visiteur·euse·s, auditeur·rice·s ou spectateur·rice·s de demain et non des voleur·euse·s de feu, il est donc primordial de continuer à s'adresser à elles et eux dans leur langage, d'aller les chercher sur leur terrain afin de leur permettre de se sentir légitimes et accueilli·e·s dans le monde de la culture. ◊

Pépites pandémiques

Qu'ils soient partis du besoin de documenter, d'assurer un revenu ou de garder le cap dans la tempête, les projets artistiques nés de la pandémie ont intéressé les médias et touchés le public. Pour les artistes, ces projets n'ont-ils été qu'une phase avant le retour à la normale ou ont-ils redéfini leur parcours ?

Katia Meylan, journaliste culture

« Le jour de l'annonce du confinement en mars 2020, en tant qu'indépendante à 100%, j'ai vite compris qu'il allait falloir trouver des solutions pour gagner de l'argent », se remémore Sara Oswald. La violoncelliste, grâce à sa personnalité résiliente et l'usage d'un métier dont l'essence est de se réinventer, trouve la solution le jour-même : proposer des mini-concerts à la carte via Skype. « Ça a fait boule de neige, un jour après je passais au TJ de 19h30 ; j'ai reçu beaucoup de demandes, donné en tout cas 200 concerts, parfois six par jour. » Simple à organiser, cette formule « permettait concrètement de se faire de l'argent ; j'encourageais tous les musicien·ne·s à faire pareil ».

Avec la même réactivité fulgurante et l'envie de soutenir sa branche, le producteur et réalisateur de documentaires Frédéric Gonseth a lancé un appel à projets sur le thème du confinement. Après avoir fédéré autour de son idée deux boîtes de production suisse-alsacienne et tessinoise, la SSR, l'OFC, Cinéforum et le Fonds

de Production Télévisuelle, il a pu assurer la production, la diffusion et la rémunération de 58 courts-métrages, réunis en une *Collection Lockdown I et II*.

Aubaine créative

L'inspiration créatrice surgit ainsi parfois d'un geste vital, parfois des événements eux-mêmes. Frappée par la quantité d'anecdotes cocasses liées au confinement qui lui parvenaient chaque jour rien que de son réseau restreint, l'illustratrice Sarah Najjar a commencé à croquer des petites histoires et à les poster sur Instagram, « pour partager les galères plutôt que de les vivre chacun·e dans son coin ». L'envie de faire de cette matière un livre s'est rapidement imposée comme une évidence. En quatre mois et des centaines d'heures de travail, l'ouvrage fut terminé. Plutôt que d'entamer un long démarchage d'éditeur, l'illustratrice l'a auto-édité en investissant son propre argent – sécurisée par son autre travail, un 60% dans la communication. *Confessions confinées* a paru en 500 exem-

plaires, tous écoulés. « Je suis rentrée dans mes frais, au-delà de ce que j'avais espéré », relate la jeune auteure.

Avec ses portraits de Lausannois·es au balcon, Marko Stevic a quant à lui attiré l'attention de la maison d'édition Helvetiq, qui les a publiés dans un livre intitulé *Be my Quarantine*. C'est l'envie de garder une trace qui a poussé le photographe à se balader et capturer des instants de la première vague. La pandémie a fait pour lui figure d'aubaine créative, alors qu'il était au chômage depuis trois mois. « J'avais la chance de ne pas avoir besoin de me soucier de mon revenu ; ce projet a été une façon de travailler et de prouver au chômage que j'agissais. » Il ajoute en riant : « Ma conseillère ORP a acheté le livre ! »

Deuxième vague

Le ressac n'emporte pas l'inspiration : Marko Stevic a ensuite décidé de visibiliser les gérant·e·s de boîtes et de cafés dans leurs

Agenda

page
8



Aylin Gökmen. Photo : Victor Maes



« Sorry We're Closed », Brasserie du Château © Marko Stevic



Sara Oswald. Photo : Romain Guélat

Tu as de la chance, ça a toujours été mon rêve de devenir coiffeuse !



Tu vois, j'ai connu l'époque des tirs à la mitrailleuse, alors c'est pas un jeu virus qui va me faire peur !



Il passe ses journées à faire de la muscu en sous-vêtement dans l'appart.



« Confessions Confinées », extraits. © Sarah Najjar

LA CULTURE EN JEU

LA MAIN, LE MARCHÉ ET LE COVID

espaces soudain vides, puis, quelque temps plus tard, les sourires derrière le plexiglas. Il s'est rendu compte que son travail centré sur l'humain « sortait du lot » parmi les photos de rues vides et de mesures de distanciation. Le Musée Historique de Lausanne et le Musée national suisse à Zurich, dont les collections ont récemment acquis respectivement une soixantaine et une trentaine de ses images, lui donnent désormais raison.

Pour Sarah Najjar, un projet de suite pour les *Confessions confinées* a été discuté avec les Éditions Slatkine, mais très vite, elle a réalisé que « l'ambiance générale était devenue morose et peu propice à un second tome humoristique ». Au lieu de cela, elle a publié *Un souffle à l'aube* (2023), et prépare actuellement son troisième ouvrage illustré, une série de portraits documentaires sur les métiers de la mort, prévu pour 2025. « La sortie de ce prochain livre sera l'occasion de réimprimer *Confessions confinées*, car on me le redemande régulièrement; je pense que plus les années vont passer, et plus ce livre aura une valeur historique. » Son livre, elle l'a relu récemment, « et j'avais déjà oublié plein de choses! », confie-t-elle, ses propos faisant écho à ceux de Manko Stevic sur ses photos.

Pour la cinéaste Aylin Gökmen, dont le court-métrage fait partie de la *Collection Lockdown II*, la période Covid fut une épreuve à traverser, à titre professionnel comme personnel. Son documentaire s'inspire en effet de sa relation à distance entre Sion et Istanbul. Les revenus assurés par la production de ce film lui ont permis de réinvestir dans un autre court-métrage, *Depuis, je vole*, tourné en septembre 2021. « Avec les restrictions, le tournage a été incroyablement difficile, j'ai failli laisser tomber plusieurs fois. » Depuis, heureusement, la chance a tourné: son couple a sauté le pas du mariage et son film, présenté à

Locarno et Toronto l'été dernier, a gagné plusieurs prix. « Ça valait la peine de tenir le coup car aujourd'hui je récolte les fruits de mes efforts; si cela n'avait pas été le cas j'aurais probablement refusé cette interview, car la période a été assez traumatisante. »

Ce qu'il en reste

Aylin Gökmen note toutefois l'avantage d'avoir pu prendre le temps, un « luxe rare » dans cette industrie. « Je pense que ça a beaucoup contribué au résultat et au succès du film. » Aujourd'hui « j'essaie d'organiser mon temps et mes finances pour pouvoir continuer sur cette voie ». Elle travaille à côté en tant que programmatrice, monteuse et productrice. « Je suis encore jeune donc ça va, mais c'est très instable, donc je ne sais pas combien d'années je pourrai continuer comme ça. »

« Les gens ne se rendent tout simplement pas compte de la précarité du métier! »

Sara Oswald
violoncelliste indépendante

Un son de cloche qui semble s'étendre à d'autres domaines: l'inspiration et l'envie ont beau être là, sans la sécurité d'un autre emploi ou du chômage, difficile de faire de l'art la carrière d'une vie. « Il y a deux ans, j'ai pris une année sabbatique auprès de mon travail dans la communication », relate Sarah Najjar. « J'ai expérimenté la vie d'illustratrice à plein temps et réalisé de nombreux projets, mais me suis rendue compte des limites du métier; le domaine de la BD cantonne en ce moment mais très peu d'artistes peuvent vivre de leurs droits d'auteur. » Il faut donc « apprendre à jongler avec plusieurs casquettes », accepte-t-elle.

Informier le public

Dans le secteur musical, un sursaut d'espoir est né de la visibilité qu'ont eue les artistes durant la

pandémie, notamment grâce à l'engagement en politique d'Estelle Revaz et d'autres, indigné-e-s d'avoir été labellisé-e-s « non-essentiel-le-s ». Mais là aussi, les changements tardent à se faire sentir. « On n'est pas beaucoup en Suisse romande à faire ce que je fais, donc j'ai de la chance de n'avoir jamais eu de peine à trouver du travail; et quand je dis que pour moi ça marche 'bien', les revenus restent hallucinants: 3000 francs par mois, parfois beaucoup moins », témoigne Sara Oswald. Lors de ses concerts sur Skype, la violoncelliste a tenté au début de proposer un prix libre, mais s'est vite rendu compte que les gens payaient très peu. Elle a alors changé de stratégie, et fixé un minimum de 5 francs par morceau et par personne présente. La violoncelliste relate avoir profité de ces concerts hors du commun pour informer le public. « J'avais instauré un petit protocole: avant le concert, je leur expliquais la précarité du métier de musicienne indépendante, qui n'a ni statut, ni chômage, aucun filet. » Elle commente: « Les gens ne se rendent tout simplement pas compte, je crois! » Selon elle, l'important durant la pandémie a été de partager, de raconter. « C'est par l'éducation que la situation peut changer. »

Bien sûr, toutes et tous n'ont pas tiré leur épingle du jeu durant cette période, certain-e-s ont vu se tarir leur créativité et leurs revenus. Mais celles et ceux qui ont eu de leur côté la résilience, la combativité, la sécurité financière, l'inspiration ou encore la chance ont éclairé de leur lueur ces temps troublés, bénéficiant de la visibilité du phare dans la nuit. Leur art a permis de transcender les expériences vécues, et leur énergie galvanisante a été investie pour tenter d'améliorer la situation de leurs pairs et dans leur domaine. Ils et elles auront fait apercevoir des possibilités de s'éduquer, de s'informer, de se fédérer. ◊

On connaît « la main invisible du marché », invoquée par Adam Smith au milieu du XIXe siècle pour vanter le laisser-faire du marché. Moins de deux siècles plus tard, on peut constater que chaque être humain tient « le marché dans la main »: son portable. En déboulant au détour du XXI^e siècle, l'utopie portable promettait de supprimer les distances, d'effacer les frontières, de surmonter les différences de cultures et de langues, d'établir l'égalité, la gratuité et la communicabilité universelles.

Deux décennies ont suffi pour déchanter. Car sur le marché libre mondial, comme disait Orwell, certain-e-s sont plus égaux-ales que d'autres. En rapprochant le lointain, le portable éloigne le local. En mettant sur un pied d'égalité des œuvres réalisées à grands frais, amorties et rentabilisées sur d'immenses marchés, le portable écrase la production régionalisée avec des moyens locaux.

En fait, ce « marché dans la main » n'a de libre que l'apparence. Sur Spotify, la musique suisse dans son ensemble ne représente qu'une fraction infinitésimale; sur le streaming audiovisuel c'est Netflix, Apple, Disney et Amazon qui l'emportent, avec des montagnes de programmes bradés à des prix de souris.

Tout cela signifie la fin de la vieille culture élitaine. On devrait danser autour du brasier, si une nouvelle élite n'avait pas aussitôt remplacé l'ancienne: l'élite du « top ten ». Au-delà de la dixième place, l'insignifiance économique englutit les œuvres et renvoie les artistes à l'indifférence, à la misère ou à un autre métier.

Le smartphone n'est pas dans votre main, il est dans celle d'une élite nouvelle monopolistique, plus riche que les États. Le petit appareil qui semblait servir de berceau à la naissance d'une nouvelle démocratie mondiale a donné le pouvoir à une nouvelle féodalité mondiale qui encourage l'émergence de nouveaux seigneurs dans les quatre plus grandes puissances (de Poutine à Trump, en passant par Xi Ji Ping, Modi et Musk).

En conséquence de quoi le smartphone ressemble non pas à un berceau mais à un cerceuil pour l'immense majorité des œuvres qui ne sont pas « élues » par le petit appendice de nos métacarpes. Les interfaces sur portable sont des filtres inversés, dont les mailles ne laissent passer que les plus gros.

La pandémie n'a fait que donner un formidable coup d'accélérateur à ce processus. Le changement aura été si brusque et si violent que personne n'a encore songé que le merveilleux smartphone, au lieu de mettre la régression culturelle et l'expansion de la haine au bout de notre doigt, devrait être mis au service du bien commun, soumis à des règles déterminées par un processus démocratique. Une idée trop bizarre, peut-être?

Frédéric Gonseth, cinéaste et président de l'association CultureEnJeu

Acteur·rice·s culturel·le·s ou fans de la culture, arrivant·e·s ou ancien·ne·s, **joignez-vous à nous:**
info@cultureenjeu.ch